Montreuil, le 10 décembre 2015

**à SNUipp
à CGT Educ'action
à SUD Education**

Objet : *Rencontre intersyndicale 1er degré*

Chers camarades,

Le dernier projet de décret concernant la modification des Obligations Réglementaires de Services des enseignants du 1^{er} degré ainsi que la publication du rapport de commande Leloup-Caraglio le 20 novembre dernier préconisant la fin des circonscriptions confirment nos craintes communes : l'enseignement primaire, les conditions de travail et les garanties statutaires des enseignants sont menacés.

A cela se rajoutent les conséquences des réformes en cours.

Ainsi, quelles que soient les nuances qui existent entre nous concernant la réforme des rythmes scolaires, incontestablement sa mise en œuvre aboutit à une désorganisation des écoles et à l'ingérence des municipalités dans leur fonctionnement. Ce processus entraîne des remises en cause des prérogatives et des garanties statutaires des enseignants, fonctionnaires d'Etat, constat également valable pour les personnels territoriaux.

Il tend également à aggraver largement le dépassement des 108 heures.

Ainsi les modifications d'horaires de service des ATSEM dans nombre de communes (Angoulême, Grenoble...) pour les affecter à des activités périscolaires, entraînent une baisse du nombre d'heures d'intervention dans les classes maternelles. Cela conduit à une détérioration des conditions d'accueil et de garderie des élèves en maternelle et des conditions de travail des personnels enseignants et territoriaux.

Dans le même temps, la note de service de la DGRH qui permet le remplacement des Enseignants Educateurs en Internat (EEI) par des assistants d'éducation entraînerait des suppressions de postes de PE en EREA et fait peser les plus grandes menaces sur l'avenir des internats en EREA et par conséquent sur les EREA eux-mêmes.

De plus, les annonces budgétaires pour 2016 confirment le blocage de la valeur du point d'indice et un nombre très nettement insuffisant de postes d'enseignants face à l'augmentation du nombre d'élèves.

Au vu de ces éléments, les enseignants du 1^{er} degré ont toutes les raisons de se mobiliser.

D'ailleurs notre organisation, parfois d'ailleurs avec les vôtres comme récemment dans le Maine-et-Loire, en Seine-St-Denis, a pris l'initiative de convoquer des rassemblements devant les inspections académiques pour faire valoir les revendications évoquées, notamment dans l'Ain, le Rhône, la Haute-Loire, la Gironde, à Paris, dans les Yvelines, dans le Val-de-Marne, dans le Tarn...

Le bilan de ces premiers rassemblements tant en termes de participation que de détermination des collègues est indicatif de la poussée revendicative qui commence à s'exprimer dans le 1^{er} degré face à la situation de désorganisation et de dégradation dans laquelle la ministre est en train de plonger l'Education nationale et ses personnels.

Dans ces conditions, il nous semble qu'il y a une certaine urgence à nous rencontrer.

L'appel des 15 organisations syndicales du 2nd degré à la grève le 26 janvier prochain, peut être une occasion d'opérer une jonction entre les personnels du 1^{er} et ceux du 2nd degré.

Pour discuter de toutes ces questions, nous vous proposons de nous rencontrer le mardi 15 décembre à 15 heures dans nos locaux.

Salutations syndicalistes

Norbert Trichard
Secrétaire Général